

Un compte rendu de la réunion constitutive de la Société d'études documentaires et critiques sur la guerre de 1914 (23 janvier 1916)

Dimanche soir 23 janvier [1916]

Je suis revenue de la réunion constitutive du comité Morhardt, Gide, Demartial, etc. avec les impressions les plus diverses et jusqu'à un certain point contradictoires. Elle avait lieu aux Sociétés savantes dans une salle à gauche au premier, du côté opposé à l'entrée de l'École des Sciences sociales. Morhardt a rappelé que c'était dans cette même salle que s'était formée en juin 1898 le comité d'où est sortie la Ligue des droits de l'homme. Il avait été élu secrétaire de ce comité, puis secrétaire général de la Ligue. Il présidait aujourd'hui pour expliquer les motifs de la réunion, exposer le but poursuivi, etc.

J'ai causé en arrivant avec quelques personnes (Séverine, le général Percin qui parlait avec elle à ce moment-là, Gide, Archdeacon, Morhardt qui était très nerveux, Demartial, Otlet, Privat, Mlle Reinhardt, Mlle Rolland, Mme Salomon, Mme Morre-Lamblin, Mlle Thévenet, les dames Duchêne, tout le comité des dames de la rue Fondary était au complet, Mlle Halbwachs en tête). Il y avait encore : Seignobos ; Étienne Richet, le publiciste qui n'a rien de commun avec le nôtre ; Poinset, cet illuminé qui a eu une réunion chez lui ces derniers temps ; quelques artistes mystiques qui étaient, paraît-il, à cette réunion de chez Poinset ; Delesalle, ton libraire anarchiste auquel j'aurais voulu parler mais je ne l'ai plus vu à la fin ; Merrheim ; le député socialiste qui est, je crois, de la Fédération de la Haute-Vienne mais je n'en suis pas sûre, c'est en tout cas un socialiste minoritaire, Paul Brulat ; un monsieur qui s'appelle, je crois, Bloch et que je crois avoir vu au comité de rapprochement franco-allemand de Grand-Carteret ou, tout au moins, à une réunion chez Bonet-Maury où l'on voulait forcer Grand-Carteret à rendre ses comptes ; Marcelle Capy qui écrit dans *Les Hommes du Jour* et qui est une très jolie femme ; Alexandre, le fou professeur de philosophie à Chaumont, qui a rendu de si mauvais services à la cause du comité féministe-pacifiste pour lequel il a écrit la fameuse brochure remaniée par Mlle Halbwachs, mais dont il est pourtant responsable ; d'autres que je ne connaissais pas, dont un médecin-major, une dame qui a parlé à un moment de la Paix par le Droit et dont j'aurais voulu savoir le nom.

Morhardt a commencé par lire les lettres reçues : une adhésion accompagnée de cotisation de Roux, de l'Institut Pasteur ; une de Descaves, en voyage ; de Valière, député socialiste minoritaire ; du marquis de Villeneuve (il est apparenté au prince Bonaparte) ; de Longuet, annonçant la sympathie de députés du parti, dont Bedouce ; de Gaston Mihaud, prof à la Sorbonne, en sympathie, mais refusant pour cause de maladie ; de Richet, regrettant de revenir de voyage très fatigué (une excuse) ; de Wilfred Monod (il ne pourrait assister régulièrement) ; de Herr, de l'École normale (il est très pris et ne peut pas entreprendre autre chose) ; de Buisson et de Séailles, donnant tous deux leurs raisons de s'abstenir (nous les connaissons : l'article de Séailles pour l'Almanach est le contraire ou à peu près de ce qui a été dit aujourd'hui, il appartient aux jusqu'au-boutistes et ces gens d'aujourd'hui voudraient la paix immédiate quoiqu'ils n'aient pas inscrit cela à leur programme, mais ce sont leurs opinions personnelles).

Morhardt, quand il s'est fait nommer à la présidence, avait demandé un secrétaire et quelqu'un a tout de suite dit : M. Alexandre (ce qui était évidemment décidé à l'avance et a

commencé à me déplaire). Personne n'ayant fait d'opposition, Alexandre a immédiatement grimpé cahin-caha sur l'estrade où, du moins, il a su se taire et écrire.

Morhardt a fait un petit discours, expliquant que la société en formation devrait contribuer à être le pont entre la France actuelle, trompée par le gouvernement et la presse, et la France de demain qui tombera du haut des coupables illusions dans lesquelles on l'entretient. On étudiera ce qui a amené cette guerre, œuvre des gouvernements depuis des années, œuvre d'une bande rapace dont on peut lire les agissements dans les fameux papiers pris par les Allemands à Bruxelles : l'agent belge y dit clairement à son pays faites attention, vous allez vous trouver dans une situation terrible, voilà ce qui vous attend ; et pourtant la Belgique, sachant ce qui l'attendait, n'a pas hésité à se dresser contre les Allemands (et Morhardt, très ému par ce qu'il disait et visiblement énervé, n'a pu maîtriser son émotion, il a pleuré et a repris son discours un peu après).

Le comité a pour but de montrer au point de vue politique ce qui s'est passé au cours des dernières années ; 2<sup>e</sup> au point de vue moral, montrer l'indécence du procédé de guerre ; 3<sup>e</sup> au point de vue économique. Il faudra essayer de dégager la façon dont les choses se comportent. Certains groupes de belligérants ont dit : « Nous voulons ceci. » D'autres : « Nous voulons cela. » Il faudrait mettre ces prétentions en regard et voir comment elles peuvent se concilier, s'il y a une ou plusieurs solutions possibles par entente et concessions mutuelles.

Les problèmes économiques vont être sans solution : notre budget de 5 milliards est doublé. Léon Bourgeois disait qu'il manquait à la France 300 000 hommes pour sa production. Il faudra y ajouter les 700 000 hommes tués jusqu'à présent (c'est la première fois que j'entends le chiffre exprimé avec certitude ; Séailles, l'autre jour me disait qu'il croyait que les statistiques de la Croix Rouge de Genève avaient été à dessein truquées pour effrayer et pousser à la paix ; je ne sais si c'est là-dessus que se base Morhardt ou s'il a d'autres données). En tout cas, cent ans au moins se passeront avant qu'on puisse rattraper le temps et la consommation improductive causée par ces 18 mois de guerre.

En face de tout cela, il faudrait essayer de reconstruire la France, une France qui ne soit pas occupée à brailler ou à chercher querelle à ses voisins. Il a parlé ici de l'histoire du Congo, histoire scandaleuse que nous connaissons. Et il a conclu en disant que, pendant que ces rapaces de la politique sévissaient au Congo, au Maroc et ailleurs, ils n'avaient pas une fois prononcé le nom de l'Alsace-Lorraine autour de laquelle ils concentrent aujourd'hui leur politique néfaste.

M. Étienne Richet a insisté sur le rôle des « requins » en question. Il demande qu'on étudie le rôle de la diplomatie depuis 1905, époque à laquelle il a vu à Berlin l'empereur et le chancelier Bülow qui étaient réellement pacifiques. Il a insisté sur le rôle des gens de « l'Afrique française », le tout avec une certaine violence, mais aussi une certaine autorité (j'ai vu dernièrement dans les journaux qu'il a fait des conférences rue Serpente et autre part sur des sujets analogues). Quelqu'un ayant demandé où l'on pourrait se procurer des documents pour ces études, Seignobos a dit qu'il n'était pas la peine de les entreprendre car tout ce qu'on peut désirer savoir se trouve sur le *Bulletin de l'Afrique française* qui est une importante publication ; ces gens-là ne se sont jamais gênés pour expliquer ce qu'ils voulaient, ils l'ont même fait avec cynisme, et cela a été exposé par des gens autorisés et

compétents comme M. de Caix. (J'étais justement en train de le dire à Privat quand Seignobos en a parlé et cela m'a fait penser qu'il faudrait tâcher d'avoir pour la bibliothèque ces collections du *Bulletin de l'Afrique française*. J'espère que M. Franklin aura conservé assez d'intelligences rue Cassette pour nous les procurer, quoique Robert de Caix de Saint-Amour soit passé au *Matin*, comme je crois te l'avoir dit.) Seignobos est, du reste, tout à fait d'avis de démasquer le rôle de la diplomatie et de la presse.

Séverine a parlé là-dessus avec émotion et, je crois, une émotion réelle ; elle n'était pas entraînée et il me semble qu'elle a baissé comme éloquence ; elle a rappelé l'affaire Dreyfus et a constaté l'analogie avec ce qui se passe actuellement. Il y a 18 mois qu'elle ne trouve pas un journal pour imprimer ce qu'elle écrit. Elle a flétri le régime sous lequel nous vivons et demandé qu'on reprenne le programme de 1898 : la lumière, la justice, la vérité, en rappelant la fable du miroir de la vérité, brisé, et dont les hommes n'ont jamais qu'un morceau dont ils se contentent au lieu de reconstituer le miroir. Elle a terminé par quelques-unes de ses phrases emballées en assurant que nous aurions cette vérité malgré les hommes, malgré les gouvernements, malgré la guerre.

Gide, après un moment d'émotion où les larmes ont coulé, a rappelé le public à la réalité en posant des questions sur l'activité que se propose le comité. Il n'est pas d'avis de discuter quelles pourraient être les conditions de paix car il est certain que personne n'écouterait et qu'on serait empêché de publier ce qu'on écrirait là-dessus ; mais il voudrait reprendre des faits actuels, un à un, et tâcher de les rétablir dans leur sens vrai : par exemple l'affaire du « Baralong » sur laquelle l'Allemagne et l'Angleterre diffèrent ; l'occupation de territoires grecs par les Français qui semble une violation des principes que la France soutient. Il a été à ce moment interrompu par Seignobos, et avec une certaine vigueur : l'Angleterre, dit Seignobos, a donné les îles ioniennes à la Grèce à condition qu'elle ait une monarchie constitutionnelle ; en fait la monarchie a perdu tout caractère constitutionnel en Grèce ; le jour où Constantin a renvoyé Vénizélos, l'Angleterre avait le droit de lui reprendre les îles ioniennes. Gide a déclaré qu'il ignorait le fait tel que M. Seignobos venait de l'exposer et qu'il était heureux de voir combien ces séances pourraient être utiles en élucidant des points douteux. Il me semble qu'il n'avait pas le droit de l'ignorer car les journaux l'ont dit bien souvent ces derniers temps, mais il est vrai que les journaux !

Je passe un long discours d'Archdeacon qui est plus excité que jamais et que j'aurais bien voulu ne pas voir là, mais sa qualité d'homme riche l'a fait choisir comme trésorier et il y est solidement implanté.

Otlet a parlé ensuite, il a parlé avec beaucoup d'émotion, et bien, vraiment, en rappelant ce qu'avait fait la Belgique, ce qu'elle souffrait. Il a été obligé de s'interrompre dans les larmes ; le public a pleuré par sympathie (je n'avais jamais vu une séance aussi lacrymatoire, c'était même exagéré car on en pouvait conclure que tous ces gens étaient des sensiblaris, obéissant à des motifs de sensibilité au lieu de conserver le sang-froid raisonné nécessaire pour le travail qu'ils veulent entreprendre). Otlet a cependant dit des choses très justes : la Belgique reconnaissante à l'Angleterre de la monarchie constitutionnelle qu'elle lui a donnée, l'influence allemande assez sérieuse en Belgique durant ces dernières années, l'influence française étant plutôt celle du cœur, mais « notre cœur, a-t-il ajouté, n'a pas toujours été content de vous, vous avez joué avec le feu ». Puis il a rappelé la Belgique se

levant sans y être obligée contre l'injustice allemande, tous ses fils s'enrôlant pour une idée : il faut que tant de morts ne soient pas morts pour rien. Les Belges sentent qu'il y a de grandes choses à faire par la France et on ne voit pas que la France s'y prépare. C'est cependant le pays de la liberté et de la révolution. Les Belges sont allés avec des alliés qu'ils n'ont pas choisis, des Monténégrins, des Serbes, des Russes, ce n'est pas d'eux que viendra la lumière. Qui établira la formule à trouver au moment du règlement ? Nous ne voulons pas celle de nos adversaires ; l'Angleterre est lente à s'adapter, elle n'a pas d'imagination créatrice ; il reste la France. Il faut qu'elle sache lutter pour la liberté, la justice, qu'elle donne l'exemple, qu'il y ait des réalités. Il a rappelé en finissant qu'il était allé à Rennes au moment du procès, pour être là, ne tenant pas en place avant de se sentir au cœur de l'affaire et que, le soir de la condamnation, il avait assisté à une scène entre Séverine et Mirbeau, scène qu'il n'oublierait pas et où c'était la femme qui avait relevé le courage de l'homme.

Morhardt a demandé à Merrheim de parler. J'ai été déçue par le ton, par les paroles, par l'homme. J'ai eu une impression de médiocrité, je puis me tromper. Il a repris ce qu'avait dit Otlet en demandant que la solution ne soit pas apportée par la France et l'Angleterre seulement, mais par toutes les nations en conflit, autrement dit son dada : la reprise des relations avec les socialistes allemands et la résurrection de l'ancienne Internationale. (À ce sujet, je me demande si tu as vu dans les journaux que ton ami Camille Huysmans, secrétaire du Bureau international, avait prononcé un discours à La Haye pour la reprise de ces relations et que Vandervelde, du même Bureau, aurait prononcé à Lausanne ces jours-ci un discours contre cette reprise de relations ; comme ces nouvelles nous parviennent par les journaux, il est impossible de savoir où est la stricte vérité).

On a ensuite discuté les statuts avant le titre que l'on se donnerait. Seignobos a demandé qu'on ne s'appelât pas « comité d'études historiques ». On s'est arrêté à l'appellation « Société d'études documentaires et critiques sur la guerre de 1914 ». On a retranché sur la demande de Séverine la phrase : « le comité ne fait aucune propagande », car elle a fait observer qu'il fallait être vrai et qu'on en ferait.

La question du bulletin a été agitée et a amené la question des cotisations ; le prix de 20 f a paru cher à beaucoup. Mais Morhardt a expliqué qu'on ne serait jamais une très nombreuse société, qu'on ne le désirait même pas, que le but principal était de publier des documents, le bulletin, etc., qu'il fallait de l'argent. Tout ceci a duré assez longtemps, enfin on a décidé qu'il y aurait des membres honoraires ou à vie à 400 f, des membres sociétaires à 20 f et des membres adhérents à 10 f. Sur ma demande, des groupements seront acceptés pour une cotisation de 20 f et auront droit à autant de représentants pour assister aux réunions qu'ils paieront de fois 20 f. Séverine a vivement appuyé ma proposition ; elle a, du reste, été extrêmement aimable avec moi hier.

Tout le n° 8 des statuts a été supprimé, au sujet de la vente du bulletin. On a jugé qu'il n'était pas nécessaire d'insérer ces questions de cuisine administrative dans les statuts.

Le n° 5 a été remanié. On a décidé de ne pas élire un comité de 4 membres, président, vice-président, secrétaire et trésorier, mais de nommer un comité directeur ayant les mêmes droits : Morhardt et Demartial auraient voulu le maintenir très peu nombreux et nommer Gide comme président. Il s'en est défendu en disant qu'il coulait tout ce dont il s'occupait ;

cet aveu dépourvu d'artifice a paru charmant ; on a donc nommé de ce comité, en l'élargissant sur la demande d'Archdeacon beaucoup plus que ces messieurs ne l'eussent désiré : Gide, Morhardt, Demartial, Seignobos, Étienne Richet, Archdeacon, Séverine, Alexandre (comme secrétaire) et Mlle Halbwachs (comme secrétaire adjointe). Ceci a été proposé par quelqu'une de ces dames de la rue Fondary et on a voté sans discussion, mais il me semble que c'est un tort car, le nom de Mlle Halbwachs ayant été mêlé à toutes ces histoires, cela peut nuire à cette nouvelle fondation. Comme elle n'a aucun jugement, elle n'a pas eu l'idée de dire qu'elle travaillerait sans faire figurer son nom et elle a même été radieuse de cette nomination. Elle est jeune ; Mme Duchêne est de mon avis à ce sujet. Il se peut que j'écrive un mot à Mlle H. ; j'ai voté pour elle, ne voulant pas m'abstenir, mais je n'ai pas voté pour Alexandre. J'ai l'impression qu'il y a union intime en tout ceci entre Morhardt, Mlle Halbwachs et Alexandre et cela n'est pas pour me rassurer sur le fonctionnement de cette société. Aussi, quand Morhardt a demandé si, conformément à ce que lui avait dit M. Gide, on pourrait se réunir à la bibliothèque Passy, je lui ai répondu que le local ne serait pas assez grand pour le nombre de personnes qui étaient là hier et que, M. Richet étant de retour, il faudrait en tout cas que je lui en parle.

M. Poinset ayant dit à un moment qu'il faudrait non seulement des publications et un bulletin, mais une bibliothèque, j'ai demandé la parole et dit que la bibliothèque existait, avec détails. Elle a évidemment sa raison d'être ; il y vient du monde tous les jours pour travailler et il y a même des habitués, étudiants de la faculté de Droit.